

Monsieur le Président, un changement de cap pour l'OTAN, un élargissement du rôle de la CSCE et une intensification de la relation avec la CEE, voilà les piliers institutionnels de notre nouvelle politique à l'égard de l'Europe.

Cependant, notre politique à l'égard de l'Europe est tributaire - au même titre que l'avenir de la nouvelle Europe elle-même - du succès des réformes en cours en Union soviétique et en Europe de l'Est. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres.

Vouloir instaurer la démocratie et en même temps mettre en place une économie de libre-marché à partir de rien est une tâche sans précédent, une tâche que l'Ouest a tout intérêt à voir les pays de l'Est mener à bien. C'est pour cette raison que le Canada a activement appuyé l'intégration de l'Union soviétique au système économique occidental. C'est aussi pour cette raison qu'il s'est déclaré en faveur de l'adhésion de l'URSS à la nouvelle Banque européenne et, de sa participation à titre d'observateur aux négociations du GATT, ce pour quoi M. Chevardnadze m'a d'ailleurs remercié hier. C'est enfin pour cette raison que nous avons l'an dernier mis sur pied un programme destiné à aider la Pologne et la Hongrie dans leurs efforts de réforme économique.

L'heure est venue d'étendre l'aide internationale aux nouvelles démocraties issues de la révolution de 1989. C'est d'ailleurs précisément dans ce but que se réuniront, dans les semaines à venir, les représentants des 24 pays qui ont coordonné le programme d'aide à la Hongrie et à la Pologne. Le Canada appuiera naturellement cette initiative et annoncera lui-même bientôt un programme d'aide élargi. Qui plus est, il participera à part entière à la Banque européenne de reconstruction et de développement.

Nous avons par ailleurs mis sur pied un groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, qui devra définir les éléments de notre programme d'aide élargi et le gérer, ainsi que coordonner les activités des secteurs privé et public destinées à venir en aide aux pays de cette partie du monde. Le Groupe de travail a déjà communiqué avec des associations et des particuliers au Canada pour les encourager à participer financièrement et même concrètement à ces activités et leur demander conseil sur les initiatives que nous pourrions entreprendre.

Monsieur le Président, pour aider les pays d'Europe de l'Est il ne s'agit pas simplement de déverser des sommes énormes entre les mains de ces nouveaux gouvernements. Il est plus important et plus efficace de fournir des experts, de former des gestionnaires et des décideurs, d'enseigner la pratique de la démocratie et d'encourager l'investissement privé dans divers projets.